

Nom : .....	Prénom : .....	Classe : .....	<b>Année scolaire</b> <b>2017 / 2018</b>
-------------	----------------	----------------	---

**CONVENTION RELATIVE A LA PERIODE DE FORMATION EN MILIEU PROFESSIONNEL DES ELEVES**

<p align="center"><b>Entre <u>L'ENTREPRISE (ou l'organisme d'accueil)</u></b></p> <p>Nom de l'entreprise (ou de l'organisme d'accueil) : .....</p> <p>Adresse : .....</p> <p>Code postal : ..... Ville : .....</p> <p>Domaine d'activités de l'entreprise : .....</p> <p>Tél : ... / ..... / ..... / ..... / ..... Fax : ... / ..... / ..... / ..... / .....</p> <p>Représenté(e) par (nom) : .....</p> <p>Qualité : .....</p> <p>Mél : .....</p> <p>N° d'immatriculation de l'entreprise : .....</p> <p>Nom du tuteur : .....</p> <p>Fonction : .....</p> <p>Mél : .....</p> <p>N° de téléphone : .....</p>	Et	<p align="center"><b>Le <u>LYCEE POLYVALENT C. G. PRAVAZ</u></b></p> <p align="center">257, rue du pré Saint Martin 38480 PONT DE BEAUVOISIN</p> <p align="center"><u>Téléphone</u> : 04.76.37.10.10 (Standard) 04.76.37.10.16 (Directeur Délégué aux Formations Professionnelles et Technologiques) <u>Fax</u> : 04.76.37.30.39 (D.D.F.P.T.)</p> <p align="center">Représenté par son Proviseur : <b>Monsieur Eric LACROUTE</b> <u>Mél</u> : ce.0380053b@ac-grenoble.fr</p> <p><u>Nom de l'enseignant référent</u> :</p> <p><u>N° de téléphone</u> :</p> <p><u>Mél</u> :</p>
--	----	---

Le chef d'entreprise s'assurera que le stagiaire n'est pas mis en danger dans le cadre des activités effectuées lors de sa période de formation en milieu professionnel, au sein de l'entreprise, ou en déplacement (trajet vers le lieu de travail compris). Il atteste avoir adressé à l'inspecteur du travail la déclaration de dérogation aux travaux interdits aux mineurs prévue à l'article R.4153-41 du code du travail.

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 4153-8 et 9, R.4153-38 à R.4153-45, D.4153-2 à D. 4153-4 et D. 4153-15 à D.4153-37,

Vu le code de l'éducation notamment ses articles L 124-1 à 20 et D. 124-1 à D. 124-9,

Vu la délibération du conseil d'administration du lycée en date du 24 mai 2016 approuvant la convention-type et autorisant le chef d'établissement à conclure au nom de l'établissement toute convention relative aux périodes de formation en milieu professionnel conforme à la convention-type,

**Il a été convenu ce qui suit :**

<p><b>Article 1 - Objet de la convention</b> La présente convention a pour objet la mise en œuvre, au bénéfice de l'élève de l'établissement désigné, de périodes de formation en milieu professionnel réalisées dans le cadre de l'enseignement professionnel.</p> <p><b>Article 2 - Finalité de la formation en milieu professionnel</b> Les périodes de formation en milieu professionnel correspondent à des périodes temporaires de mise en situation en milieu professionnel au cours desquelles l'élève acquiert des compétences professionnelles et met en œuvre les acquis de sa formation en vue d'obtenir un diplôme ou une certification et de favoriser son insertion professionnelle. Le stagiaire se voit confier une ou des missions conformes au projet pédagogique défini par son établissement d'enseignement et approuvées par l'organisme d'accueil (article L. 421-1 du code de l'éducation). En aucun cas, sa participation à ces activités ne doit porter préjudice à la situation de l'emploi dans l'entreprise</p> <p><b>Article 3 - Dispositions de la convention</b> La convention comprend des dispositions générales et des dispositions particulières constituées par les annexes pédagogique et financière. L'annexe pédagogique définit les objectifs et les modalités pédagogiques de la période de formation en milieu professionnel. L'annexe financière définit les modalités de prise en charge des frais afférents à la période, ainsi que les modalités d'assurance. La convention accompagnée de ses annexes est signée par le chef d'établissement et le représentant de l'entreprise ou de l'organisme d'accueil de l'élève. Elle est également signée par l'élève ou, s'il est mineur, par son représentant légal, l'enseignant-référent et le tuteur de stage. La convention est ensuite adressée à la famille pour information.</p> <p><b>Article 4 - Statut et obligations de l'élève</b> L'élève demeure, durant ces périodes de formation en milieu professionnel, sous statut scolaire. Il reste sous la responsabilité du chef d'établissement scolaire. L'élève n'est pas pris en compte dans le calcul de l'effectif de l'entreprise. Il ne peut participer aux éventuelles élections professionnelles. L'élève est soumis aux règles générales en vigueur dans l'entreprise, notamment en matière de sécurité, d'horaires et de discipline, sous réserve des dispositions des articles 5 et 6 de la présente convention. L'élève est soumis au secret professionnel. Il est tenu d'observer une entière discrétion sur l'ensemble des renseignements qu'il pourra recueillir à l'occasion de ses fonctions ou du fait de sa présence dans l'entreprise. En outre, l'élève s'engage à ne faire figurer dans son rapport de stage aucun renseignement confidentiel concernant l'entreprise.</p> <p><b>Article 5 - Gratification</b> L'élève ne peut prétendre à une rémunération de l'entreprise. Toutefois, il peut lui être alloué une gratification. Lorsque la durée de la période de formation en milieu professionnel au sein d'un même organisme d'accueil est supérieure à deux mois consécutifs ou, au cours d'une même année scolaire, à deux mois consécutifs (soit plus de quarante-quatre jours) ou non, la ou les périodes de formation en milieu professionnel font l'objet d'une gratification versée mensuellement. Son montant correspond à 15% du plafond horaire de la sécurité sociale prévu à l'article D. 242-2-1 du code de la sécurité sociale. Cette gratification n'a pas le caractère d'un salaire au sens de l'article L. 3221-3 du code du travail. Lorsque le montant de la gratification dépasse le plafond indiqué ci-dessus, les obligations de l'employeur incombent à l'entreprise d'accueil du stagiaire, conformément aux dispositions du II-A de l'article R. 412-4 du code de la sécurité sociale.</p>	<p><b>Article 6 - Durée du travail</b> En ce qui concerne la durée du travail, tous les élèves sont soumis à la durée hebdomadaire légale ou conventionnelle si celle-ci est inférieure à la durée légale.</p> <p><b>Article 7 - Durée et horaires de travail des élèves majeurs.</b> Dans l'hypothèse où l'élève majeur est soumis à une durée hebdomadaire modulée, la moyenne des durées de travail hebdomadaires effectuées pendant la période en milieu professionnel ne pourra excéder les limites indiquées ci-dessus. En ce qui concerne le travail de nuit, seul l'élève majeur nommé désigné par le chef d'établissement scolaire peut être incorporé à une équipe de nuit.</p> <p><b>Article 8 - Durée et horaires de travail des élèves mineurs</b> La durée de travail de l'élève mineur ne peut excéder 8 heures par jour et 35 heures par semaine. Le repos hebdomadaire de l'élève mineur doit être d'une durée minimale de deux jours consécutifs. La période minimale de repos hebdomadaire doit comprendre le dimanche. Pour chaque période de vingt-quatre heures, la période minimale de repos quotidien est fixée à quatorze heures consécutives pour l'élève mineur de moins de seize ans et à douze heures consécutives pour l'élève mineur de seize à dix-huit ans. Au-delà de quatre heures et demie de travail quotidien, l'élève mineur doit bénéficier d'une pause d'au moins trente minutes consécutives. Le travail de nuit est interdit : - à l'élève mineur de seize à dix-huit ans entre vingt-deux heures le soir et six heures le matin ; - à l'élève de moins de seize ans entre vingt heures et six heures. Ces dispositions ne peuvent pas faire l'objet d'une dérogation.</p> <p><b>Article 9 - Avantages offerts par l'entreprise ou l'organisme d'accueil</b> Conformément à l'article L.124-13 du code de l'éducation, le stagiaire a accès au restaurant d'entreprise ou aux titres-restaurant prévus à l'article L.3262-1 du code du travail, dans les mêmes conditions que les salariés de l'organisme d'accueil. Il bénéficie également de la prise en charge des frais de transport prévue à l'article L.3261-2 du même code.</p> <p><b>Article 10 - Sécurité - travaux interdits aux mineurs</b> En application des articles R.4153-38 à R.4153-45, D.4153-2 à D.4153-4 et D.4153-15 à D.4153-37 du code du travail, l'élève mineur de quinze ans ou moins, peut être affecté aux travaux réglementés après que l'entreprise ait adressé à l'inspecteur du travail une déclaration de dérogation aux travaux interdits aux mineurs. La déclaration de dérogation doit préciser le secteur d'activité de l'entreprise, les formations professionnelles pour lesquelles elle est établie, les différents lieux de formation, la liste des travaux susceptibles de dérogation et les équipements de travail liés à ces travaux ainsi que la qualité et la fonction de la (ou des) personne(s) compétente(s) pour encadrer le jeune pendant l'exécution des travaux précités. Elle est signée par le chef d'entreprise et adressée à l'inspecteur du travail. L'élève ne doit utiliser ces machines, produits ou effectuer ces travaux en entreprise qu'avec l'autorisation et sous le contrôle permanent du tuteur.</p> <p><b>Article 11 - Sécurité électrique</b> L'élève ayant à intervenir, au cours de sa période de formation en milieu professionnel, sur - ou à proximité - des installations et des équipements électriques, doit y être habilité par le chef de l'entreprise d'accueil en fonction de la nature des travaux à effectuer. Cette habilitation ne peut être accordée qu'à l'issue d'une formation à la prévention des risques électriques suivie par l'élève en établissement scolaire, préalablement à sa période de formation en milieu professionnel. L'habilitation est délivrée au vu d'un carnet individuel de formation établi par l'établissement scolaire qui certifie que, pour les niveaux d'habilitation mentionnés, la formation correspondante a été suivie avec succès par l'élève.</p>	<p><b>Article 12 - Couverture accidents du travail</b> En application de l'article L. 412-8 du code de la sécurité sociale, l'élève bénéficie de la législation sur les accidents du travail. Conformément à l'article R. 412-4 du code de la sécurité sociale, lorsque l'élève est victime d'un accident survenant soit au cours du travail, soit au cours du trajet, l'obligation de déclaration d'accident incombe à l'entreprise d'accueil. Celle-ci adressera à la CPAM compétente, une lettre recommandée avec accusé de réception, dans les 48 heures suivant l'accident. Pour le calcul de ce délai de 48 heures, les dimanches et jours fériés ne sont pas comptés. L'entreprise fait parvenir, sans délai, une copie de la déclaration au chef d'établissement.</p> <p><b>Article 13 - Autorisation d'absence</b> En cas de grossesse, de paternité ou d'adoption, le stagiaire bénéficie de congés et d'autorisations d'absence d'une durée équivalente à celles prévues pour les salariés aux articles L. 1225-16 à L. 1225-28, L. 1225-35, L. 1225-37 et L. 1225-46 du code du travail. Pour les périodes de formation en milieu professionnel dont la durée est supérieure à deux mois et dans la limite de six mois, la convention de stage doit prévoir la possibilité de congés et d'autorisations d'absence au bénéfice du stagiaire au cours de la période de formation en milieu professionnel.</p> <p><b>Article 14 - Assurance responsabilité civile</b> Le chef de l'entreprise d'accueil prend les dispositions nécessaires pour garantir sa responsabilité civile chaque fois qu'elle peut être engagée. Le chef d'établissement contracte une assurance couvrant la responsabilité civile de l'élève pour les dommages qu'il pourrait causer pendant la durée de sa période de formation en milieu professionnel dans l'entreprise ou à l'occasion de la préparation de celle-ci.</p> <p><b>Article 15 - Encadrement et suivi de la période de formation en milieu professionnel</b> Les conditions dans lesquelles l'enseignant-référent de l'établissement et le tuteur dans l'entreprise (ou l'organisme) d'accueil assurent l'encadrement et le suivi du stagiaire figurent dans l'annexe pédagogique jointe à la présente convention.</p> <p><b>Article 16 - Suspension et résiliation de la convention de stage</b> Le chef d'établissement et le représentant de l'entreprise d'accueil se tiendront mutuellement informés des difficultés qui pourraient être rencontrées à l'occasion de la période de formation en milieu professionnel. Le cas échéant, ils prendront, d'un commun accord et en liaison avec l'équipe pédagogique, les dispositions propres à résoudre les problèmes d'absentéisme ou de manquement à la discipline. Au besoin, ils étudieront ensemble les modalités de suspension ou de résiliation de la période de formation en milieu professionnel.</p> <p><b>Article 17 - Validation de la période de formation en milieu professionnel en cas d'interruption</b> Lorsque le stagiaire interromp sa période de formation en milieu professionnel pour un motif lié à la maladie, à un accident, à la grossesse, à la paternité, à l'adoption ou, en accord avec l'établissement, en cas de non-respect des stipulations pédagogiques de la convention ou en cas de rupture de la convention à l'initiative de l'organisme d'accueil, l'établissement propose au stagiaire une modalité alternative de validation de sa formation. En cas d'accord des parties à la convention, un report de la fin de la période de formation en milieu professionnel ou de stage, en tout ou partie, est également possible.</p> <p><b>Article 18 - Attestation de stage</b> À l'issue de la période de formation en milieu professionnel, le responsable de l'entreprise (ou de l'organisme d'accueil) délivre une attestation conforme à l'attestation type figurant en annexe de la présente convention.</p> <p><b>TEXTE DE REFERENCE :</b> B.O. N° 13 du 31 Mars 2016</p>
<p><b>OBJECTIFS DES PERIODES DE FORMATION EN MILIEU PROFESSIONNEL</b></p> <p>Objectifs des PFMP :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Favoriser l'acquisition de certaines compétences du référentiel.</li> <li>- Renforcer, par une meilleure connaissance du métier préparé, la motivation pour l'acquisition d'une qualification.</li> <li>- Permettre une meilleure insertion professionnelle.</li> </ul>	<p><b>MODALITES DE CONCERTATION</b></p> <p>L'entreprise nomme un tuteur à l'élève stagiaire. Le tuteur assure, avec l'équipe pédagogique du lycée, la responsabilité de la formation du jeune pendant sa période de formation en milieu professionnel, il est l'interlocuteur pour l'établissement scolaire. Il a connaissance des noms des enseignants qui composent l'équipe pédagogique, La communication tuteur/enseignant, pendant les périodes de formation, se fait sous forme de rencontre sur le lieu du stage et par les moyens habituels (téléphone) ainsi que par le biais des livrets d'évaluation et de suivi de l'élève.</p>	<p>L'élève en formation possède un livret de suivi de stage dans lequel sont spécifiés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les activités prévues en milieu professionnel ;</li> <li>- Les travaux effectués, équipements ou produits utilisés soumis à la procédure de dérogation pour les travaux interdits aux mineurs (cf. article 10 de la présente convention) ;</li> <li>- Les modalités d'évaluation de la période de formation en milieu professionnel.</li> </ul> <p>Celui-ci est régulièrement visé par le tuteur qui évalue le travail du stagiaire.</p>

DIPLÔME PRÉPARÉ : .....

PERIODE DE FORMATION\* :

du ..... / ..... / 20 .... au ..... / ..... / 20 ..... du ..... / ..... / 20 .... au ..... / ..... / 20 ....

\*Conformément à l'article D.124-6 du code de l'éducation, « Chaque période au moins égale à sept heures de présence, consécutives ou non, est considérée comme équivalente à un jour et chaque période au moins égale à vingt-deux jours de présence, consécutifs ou non, comme équivalente à un mois. »

**LE STAGIAIRE**

Nom : .....  
Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code Postal : ..... Ville : ..... Date de naissance : ..... / ..... / .....  
Mél : .....  
Tél. Fixe Parents : ..... / ..... / ..... / ..... / ..... Autre Tél. Parents : ..... / ..... / ..... / ..... / ..... Tél. Elève : ..... / ..... / ..... / ..... / .....

**HORAIRES JOURNALIERS DE L' ELEVE (A renseigner par l'entreprise)**  
sous réserve de modifications liées à l'organisation du travail ou aux intérêts pédagogiques

Jours	Matin	Après-midi	Nb heures par jour
Lundi	De ..... h .... à ..... h ....	De ..... h .... à ..... h ....	.... h ....
Mardi	De ..... h .... à ..... h ....	De ..... h .... à ..... h ....	.... h ....
Mercredi	De ..... h .... à ..... h ....	De ..... h .... à ..... h ....	.... h ....
Jeudi	De ..... h .... à ..... h ....	De ..... h .... à ..... h ....	.... h ....
Vendredi	De ..... h .... à ..... h ....	De ..... h .... à ..... h ....	.... h ....
Samedi	De ..... h .... à ..... h ....	De ..... h .... à ..... h ....	.... h ....
<b>Total hebdomadaire :</b>			.... h ....

Nom et Prénom du tuteur dans l'entreprise : .....	Nom et Prénom de l'enseignant référent: .....
Date : ..... / ..... / .....	Date : ..... / ..... / .....
Signature : .....	Signature : .....

**PARTICIPATION AU FRAIS OCCASIONNES PAR L'ELEVE**

L'entreprise participe t'elle aux frais occasionnés par l'élève pendant la période de formation en entreprise : oui  non

Frais de restauration :	Soit par repas :
Frais de transport :	Soit par jour :
Frais d'hébergement :	Soit par nuit :

**GRATIFICATION EVENTUELLE**

Montant de la gratification	
Modalités de versement	

**TRANSPORT**

Moyen de transport utilisé : ..... Transport Assuré par l'entreprise : oui  non   
Distance entre le lieu d'hébergement et le lieu de stage : ..... km

**ASSURANCE**

Nom de l'assureur :	N° de police :
Lycée : <b>MAIF</b>	<b>0901355 K</b>
Entreprise : .....	.....

Le Représentant de l'Entreprise (ou organisme d'accueil)	L ' Elève ou son représentant légal	Le Chef d'établissement, Proviseur du lycée PRAVAZ
NOM PRENOM : .....	NOM PRENOM : .....	NOM PRENOM : .....
Date : ..... / ..... / .....	Date : ..... / ..... / .....	Date : ..... / ..... / .....
Signature : .....	Signature : .....	Signature : .....